

Sommaire :

Editorial

Le Dimanche, socle d'une économie naturelle

France Culture censure Reynald Secher

Faillite du modèle économique français : la république responsable

Prochaines activités royalistes de l'Ouest

Ces auteurs que la Bienpensance abhorre

Le monde agricole mérite mieux...

La course présidentielle, cet ubuesque ballet d'oligarques

Les contradictions de la république...

Le Conseil Constitutionnel vient de censurer la loi pénalisant la négation des génocides au nom de l'article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 stipulant que « la liberté de communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ». Ah ! Ils ne manquent pas d'air, ces soi-disant sages ! La plupart d'entre eux était parlementaires lors des votes des lois mémorielles qui sont de véritables freins à la liberté d'expression.

Après la décision prise cette semaine, il faut que les « sages » aillent jusqu'au bout de leur raisonnement et qu'ils demandent l'abrogation immédiate des lois mémorielles sur la Shoah, le racisme, l'antisémitisme... donc « out » les lois Pleven, Gayssot. Eh bien non ! Ils ont trouvé la parade : Ils précisent que leur décision ne s'applique pas à la loi Gayssot de 1990, qui réprime la négation de la Shoah en s'appuyant sur le droit international de l'après Seconde guerre mondiale ou l'existence de jugements de condamnation pour négationnisme. Nous avons donc les bons et les mauvais génocides.

En fait, les politiques se sont aperçus que cette loi pénalisant la négation des génocides comportait des risques importants pour « la belle république française ». En effet, on entend tous les républicains parler des « valeurs de la République » sans d'ailleurs jamais développer. En mettant en lumière le Génocide Arménien, ils réveillent les passions en France sur le génocide Vendéen. Un invité turc en a parlé lors d'un débat télévisé, les américains en ont fait un film, Jean-Clément Martin, membre du comité scientifique du club Robespierre, spécialiste de la révolution est monté aussi au créneau en faisant des pressions sur les médias pour interdire de parole Reynald Secher. Oui, les valeurs de notre République qui devait apporter le bonheur, s'appuient sur le meurtre, l'extermination d'une faction de sa population en raison des idées et de sa religion. Ces valeurs tant mises en avant par tous les candidats viennent d'un génocide.

Nous voyons encore aujourd'hui que la république a un double langage. Elle prône la liberté d'expression et de communication quand cela l'arrange. Elle censure pour sauvegarder sa devise : « Liberté, égalité, fraternité » mais qu'en reste-t-il ?....

Le Dimanche familial, socle d'une économie naturelle

La question rédhibitoire de la libéralisation du travail le dimanche vient donc de repointer le bout de sa truffe dans nos médias nationaux, relancée de la plus vigoureuse manière par notre candidat-président et son Iznogoud socialiste, le bien nommé Hollande. Le premier, chantre du consumérisme patenté, a clairement affiché sa volonté de vouloir « élargir les conditions d'ouverture des magasins le dimanche », sorte de réminiscence des débats houleux de Novembre 2008, admirable veste politique que Copé continue encore de digérer. Le second quant à lui, arbore avec une fierté déplacée son manque total de charisme et promet « des négociations », « un équilibre entre les droits des salariés et les besoins des commerçants » : en clair, il soutient l'idée, mais n'a pas le courage de l'assumer.



Face à cette cacophonie politicienne, face à ce pays légal qui n'a plus aucun sens des réalités populaires, il est de bon aloi de faire quelques rappels de bon sens sur les conséquences économiques et sociales qu'induiraient inéluctablement cette vaste libéralisation du travail dominical.

En premier lieu, faisons fi des élucubrations économiques de nos politiciens et des chimères d'un plein emploi grâce à cette réforme : une étude du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie), datée de Novembre 2008, explique très clairement que

« l'effet net de la libéralisation de l'ouverture des magasins le dimanche sur la demande globale adressée au commerce sera très limité, et que l'essentiel des ventes réalisées le dimanche correspondra au transfert de ventes initialement réalisées les autres jours de la semaine ». Logique implacable rappelée quelques temps plus tard par Xavier Timbeau de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Economiques) : « Ouvrir plus longtemps ne fait pas consommer plus »... En notant bien que l'augmentation du taux horaire de l'employé travaillant le dimanche aura un impact sur le coût réel d'un produit.

Libéraliser le travail dominical n'est donc pas la solution économique aux problèmes français, mais aura indubitablement la conséquence évidente de couler encore un peu plus les commerces de proximité au profit des grandes chaînes de distribution (on rappelle par ailleurs que les bénéficiaires de ces mêmes grandes chaînes défient l'entendement : 382 millions d'euros (+11.3 %) pour Carrefour en 2010, 705 millions d'euros pour Auchan sur la même période, etc..).

Les conséquences sociales seront bien plus évidentes : journée familiale et sociale par excellence, le « Dimanche en famille » rappelle clairement cette règle héritée du Droit Naturel et ainsi formulée par René de la Tour du Pin : « Le Travail n'a pas pour but la production de richesse mais la sustentation de tous ».

Voilà à l'évidence, tout l'enjeu de la question du travail dominical : fondé sur une culture française empreinte de christianisme, le repos dominical remet à sa juste place l'économie, c'est-à-dire au service de l'homme. Revenir dessus en usant de fallacieux prétextes économiques, vouloir remplacer une vision naturelle de l'économie par une chrématistique commerciale, c'est placer les profits au dessus de la famille, mettre la finance avant le social. Et de cela, rien de bon ne peut ressortir...

France Culture censure Reynald Sécher

France Culture, qui avait invité Reynald Secher pour parler du génocide vendéen, a déprogrammé cette émission la veille de sa diffusion. La radio a-t-elle subi des pressions ? Par qui ? La France est encore un pays de libre expression ?

Le jeudi 16 février 2012, Monique Canto-Sperber enregistre une émission dans la rubrique « Question d'éthique » : « Vendée, du génocide au mémoricide avec Reynald Secher » qui devait être diffusée le jeudi 23 février, à 15h30. Cette émission a été déprogrammée sans explication et sans avertir Reynald Secher.



Etonné, Reynald Secher écrit à la production : « Je me permets de vous demander de nouveau pourquoi l'émission préenregistrée le jeudi 16 février 2012 avec madame Canto-Sperber dont la diffusion programmée devait avoir lieu hier, jeudi 23 février, à 15h30, bien qu'annoncée, a été déprogrammée au dernier moment. J'aimerais savoir quand cette diffusion est prévue. Avec mes meilleurs sentiments ». Courrier resté sans réponse bien évidemment.

Des pressions ?

Le dernier livre de Reynald Secher « Vendée, du génocide au mémoricide » gène. Il apporte un éclairage nouveau sur les responsabilités des massacres et crimes contre l'humanité perpétrés en Vendée en 1793 et 1794. L'auteur démontre bien que le Comité de Salut Public, et donc la Convention, ont signé des écrits ordonnant la disparition des Vendéens. Ces documents trouvés et publiés ne font pas l'affaire de certains historiens soi disant spécialistes de la Guerre de Vendée dont l'un est membre du Comité scientifique de la Société des Études robespierristes, ce qui veut tout dire. L'un deux a reconnu que ces « bouts de papiers étaient parfaitement connus des historiens car répertoriés et accessibles ». Ah bon !... mais alors pourquoi ces « historiens ne les ont-ils pas » publiés ?

« France culture, en cédant aux pressions, participe au mémoricide » constate Reynald Secher. Pourquoi taire cette vérité ? La reconnaissance officielle du Génocide Vendéen impliquerait que les valeurs de notre belle république, évoquées aujourd'hui par les tous candidats à l'élection présidentielle, sont basés sur le meurtre, l'assassinat, l'extermination d'un peuple.

L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : urbvm@hotmail.fr

Contact Vendée : jrap@wanadoo.fr

Contact Nantes : urbvm@hotmail.fr

Contact Ille et Vilaine : urbvm35@hotmail.fr

Contact Morbihan : franceroyale@live.fr

Contact Côtes d'Armor : michel.docq@wanadoo.fr

Contact Finistère : urbvm@hotmail.fr qui fera suivre au responsable

Rejoignez nous !

Faillite du modèle économique français : la république responsable

Cette pauvre France pré-électorale a tout vu. Après les petites phrases qui maintiennent leur pseudo-campagne dans le ruisseau, voici des déclarations à l'emporte-pièce, dans le registre hallucinant et idiot...

Voir Dassault prétendre que les industriels vont quitter la France après l'élection des socialistes est du dernier degré du ridicule. Nous ne sommes plus en 1924, lorsque l'épargne a quitté à flots la France dirigée par le Cartel des Gauches, et le capital allait faire de même, apeuré par l'étendue de l'incompétence et de la prévarication des honorables cartellistes, dont Aristide Briand, « grandi sur les genoux des prostituées de Saint-Nazaire » selon Léon Daudet, n'était pas le moindre.



Mais grâce à Dassault et ses avisés conseils, comme à ses pareils, la France traîne des milliers d'entreprises bien placées, chez des amis du système ou dans des circonscriptions qu'il ne faut point trop s'aliéner. Gauche ou droite, le niveau est constant de ces usines pas rentables, de ces onéreuses idées que la France traîne sur l'argent des contribuables, fraudant les lois européennes que par ailleurs elle a accepté.

Contrats d'Etat ou des collectivités, allègements de charges, primes anticrise, tout est bon pour que prospèrent les champignons dans le fumier

républicain. Une économie entière vit aux crochets de la France, elle ne survivrait pas une seconde à la saine compétition avec le génie du monde.

Mais quoi ? La France est riche, et un cinquième de son peuple ne tutoie pas la misère à chaque heure ! La France peut se permettre de chasser les concurrents français des amis du système vers l'étranger, la France peut se permettre d'asphyxier l'économie... la Raie Publique peut tout se permettre, oui !

Du dernier degré du ridicule, et de l'inexact. Car les industriels sont déjà en train de quitter la France. En trois ans, de 2008 à 2011, d'après l'INSEE, organisme statistique chargé d'enregistrer la faillite de la Gueuse et la ruine de la maison France, 900 usines ont fermé sur le territoire national. Neuf cent usines, combien de travailleurs ? Combien de familles plongées dans la misère et la précarité, réduites à vivre de l'assistance des structures publiques déjà assez dépenaillées ? Pourquoi ont-elles fermé, ces usines ?

D'une part, parce que le travail des français coûte toujours trop cher. Trop de charges, trop d'impôts, trop de taxes, trop de paperasses... pour une productivité qui, fusse-t-elle la meilleure du monde, n'excuse pas l'inflation continue des frais qui pèsent sur les patrons. D'autre part, parce que la culture la plus communément admise est toujours très défavorable à la libre entreprise. Le patron est présumé ennemi, l'usine présumée dévoreuse du temps du salarié. C'est la joie du pseudo-modèle français : une lourdeur d'organisation socialiste, la lutte des classes dans les cerveaux et une économie apparemment capitaliste. Un modèle dépassé, qui n'a jamais pénétré dans le XXI^e siècle.

Faillite du modèle économique français : la république responsable (Suite)

L'actuel pantin qui dirige la présipauté Française était allé, au début de son mandat-catastrophe, donner des leçons à l'Homme Africain qui ne serait soi-disant jamais entré dans l'Histoire. Peut-être. Mais il squatte à fond le XXIe siècle, lui. La France, aveuglée par les idiots utiles aux extrêmes du système, prétend encore démondialiser le monde et lui donner ses règles de vie. Superbe, le monde l'ignore, et il fait bien. Les usines ferment, le chômage augmente. Mais la trainée au bonnet de nuit rouge qui a pris possession de l'esprit de la France dérive toujours sur son erre, quand bien même elle tangué. « Nous ferons de la France un cimetière plutôt que de ne pas la régénérer à notre façon » vociféraient ses ancêtres factieux et assassins, trempés jusqu'au front dans le sang des Français. « Nous ferons de la France une friche plutôt que de ne pas l'aménager à notre façon » crient en dignes héritiers les pourritichiens à tous les étages de la maison France, pourrie et branlante.

Puisse l'avènement d'un roi trouver encore une usine ouverte en France. Pour remettre la maison d'aplomb, apurer les maçonneries qui tombent de tous côtés, il faut passer le coup de balai salvateur et remettre un Roi en la France. Un Roi qui sache protéger la libre entreprise, chasser les intoxications marxistes et socialistes de l'économie, choyer ceux qui créent vraiment, et de la richesse, et de l'emploi, ceux qui ne se reposent pas sur la maçonnerie et les lauriers passés, ceux qui osent, qui vont de l'avant, qui œuvrent vraiment pour la grandeur de la France. Une France royale où l'entreprise serait dépénalisée – car c'est aujourd'hui infamant d'être patron, même petit – une France dont le peuple à nouveau justement dirigé pourrait retrouver confiance en l'avenir, entrer dans la compétition mondiale. Pour rendre hommage à Marcel Sembat, pourritichiens, faites nous la paix, sinon, nous ferons un Roi.

Coislin.

Prochaines activités de l'URBVM



Conférence de Reynald Sécher, le Jeudi 8 Mars à 20 h 30 à Vannes, Espace Montcalm, 55 rue Mgr Tréhiou sur :

Vendée : du Génocide au Mémoricide
Entrée gratuite



Conférence de Jean Sévillia, le Mardi 2 Mars à 20 h 30 à la salle de Bretagne à Nantes sur :

Pour en finir avec
la manipulation de l'Histoire

Ces auteurs que la Bienpensance abhorre....

Il est toujours rageant de constater l'hypocrisie galopante de la caste bienpensante française, celle-ci usant et abusant de certains procédés rhétoriques odieux pour faire interdire certains auteurs français de génie. Reductio ad Hitlerum et Point Godwin en tête, toutes les manipulations et autres tromperies semblent bonnes pour faire condamner ces auteurs et leurs ouvrages, au rang desquels Maurras, Brasillach et Céline font malheureusement office de figures de proue...

Condamnés par une caste politico-médiatique à la mémoire douteuse (quid de la collaboration des socialistes, Mitterrand en tête ?), à la vision historique déformée (on ne cite pas non plus les virulentes condamnations maurrassiennes et royalistes contre l'Allemagne Nazie) et au jugement détestable, ces auteurs français rejoignent lentement mais sûrement les oubliettes de l'Histoire, terrassés par la bêtise mortifère d'un régime intrinsèquement mauvais.



Pêchant par anachronismes crasses et manipulations historiques, la république et les associations (lobbys ?) antiracistes s'évertuent donc aujourd'hui à détruire la postérité littéraire de ces auteurs, condamnant hic et nunc les inconscients qui les citeraient à une descente aux enfers digne de Job ou d'Orphée.

Jean Marie Le Pen, habitué des citations scabreuses et d'outrecuidantes sorties verbales, vient d'en faire les frais en citant à la fin d'un meeting politique, Le Testament d'un Condamné de Robert Brasillach... récoltant évidemment les foudres et autres tempêtes sonnantes et trébuchantes des actuels bienpensants.

Sa fille, plus policée et souhaitant depuis son avènement laver le parti frontiste de tout soupçon ou casseroles léguées par son père, essaye aujourd'hui tant bien que mal de récupérer le « dérapage de Papa » à quelques mois des élections présidentielles, en livrant cette fameuse phrase : « Il faut séparer l'homme de l'œuvre », excuse passe-partout qui aura au moins le mérite de calmer les ardeurs médiatiques, au moins jusqu'à la prochaine bévue du paternel.

Mais la vraie question, celle qui faudrait réellement poser, c'est doit on séparer l'homme de l'œuvre ou accepter le tout et le regarder, jugeant en âme et conscience grâce à ce don qu'est notre libre arbitre ? Plus clairement, doit on interdire un auteur et son œuvre parce qu'il a fait des erreurs ou justement, étudier l'œuvre et l'auteur, ce tout inaliénable et inséparable, en essayant de tirer les leçons de ceci avec la lumière que nous apporte l'Histoire ?

Interdire un auteur, proscrire les citations et prohiber les ouvrages, c'est reconnaître la défaite de l'intelligence face à l'idéologie, poser l'interdiction comme principe formateur du libre arbitre, celui-ci ne se formant qu'avec des auteurs « autorisés », tels Karl Marx ou Voltaire (on passera bien sûr sur l'antisémitisme de ce dernier, qui n'avait rien à envier à celui de Brasillach ou de Drumont).

Le monde agricole mérite mieux qu'une simple visite électorale.

Chaque année, c'est un rituel qui annonce le printemps et, en période électorale, aucun des postulants à l'Elysée n'oublie d'y sacrifier : le Salon de l'agriculture ! Mais cela cache aussi un immense malentendu : les politiciens, pour la plupart, ne s'intéressent plus à l'agriculture ni aux agriculteurs parce qu'ils ont intégré que le monde actuel était désormais « urbain » et qu'ils plaquent sur la société des campagnes des modèles économiques qui oublient les particularités rurales et paysannes, ces mêmes politiciens ne raisonnant qu'en terme de compétitivité et de profits, alors que ce ne sont pas forcément les éléments les plus déterminants de l'activité agricole.



De plus, la poussée de la rurbanisation qui mange littéralement près de 80.000 hectares de terres arables chaque année se fait au détriment des agriculteurs, même si ceux-ci participent de ce mouvement par le simple fait qu'une terre devenue constructible vaut parfois jusqu'à 50 fois ce qu'elle valait comme terre agricole ! Pour des propriétaires ruraux souvent en difficulté financière ou simplement désireux de laisser un héritage à leurs enfants, la tentation est forte, et cela n'est pas incompréhensible, me semble-t-il...

Autant dire que, les critères de profitabilité ayant envahi tout (ou presque) l'espace mental de nos sociétés, les agriculteurs sont soumis à des pressions qu'il leur est difficile de supporter très longtemps : il est loin le temps où la terre comptait plus que l'argent, et cela explique aussi la difficulté de maintenir une agriculture de petites et moyennes exploitations qui, pourtant,

serait un moyen de relancer, en de multiples espaces ruraux aujourd'hui en cours de déprise agricole, un véritable aménagement du territoire et une agriculture plus équilibrée et moins dépendante des Marchés internationaux...

Les politiciens et les technocrates (ce dernier terme étant pris de manière « neutre » si, eux, par formation et déformation, ne le sont pas...) connaissent ces tendances lourdes contemporaines et ils n'ont guère de temps à « perdre », semble-t-il, à défendre un monde paysan qui apparaît en déclin, malgré la place des exportations françaises sur le Marché mondial, et qui ne compte plus guère en tant que spécificité sociale, ce qu'expliquait déjà Henri Mendras dans son maître-livre « La fin des paysans », dans les années 60, en un temps où, pourtant, l'agriculture employait encore directement plusieurs millions de personnes !

Ainsi, les dirigeants politiques, candidats à la présidentielle ou non, sont-ils moins intéressés à la question agricole, ne serait-ce que parce que le réservoir de voix y est désormais moins rempli, et que notre société a rejeté largement ce qui pouvait apparaître comme les « valeurs paysannes », pourtant plus « naturelles » ou respectueuses du temps et de la terre... J'ai bien écrit « valeurs paysannes » et non seulement « agricoles » car, aujourd'hui, je ne confonds pas ces valeurs et traditions paysannes avec la sorte de fureur productiviste et le modèle de « l'agrobusiness » qui savent si bien et si dangereusement faire « mentir la terre »...

Et pourtant ! La France agricole, dans sa diversité, ses tentations et, parfois, les errements de ceux qui la représentent, reste une « France des possibles », et la crise actuelle pourrait bien, paradoxalement, entraîner un certain renouveau paysan (j'ai bien écrit « paysan ») et une revitalisation des campagnes, là où il y a de la place et des richesses à faire surgir de terre...

La course présidentielle, cet ubuesque ballet d'oligarques

Dans la course quinquennale à la présidence de la Res Publica française, il est des semaines charnières, quelques séries d'évènements qui marquent un tournant décisif dans ce ballet d'arrivistes. S'il est vrai que l'homme de bon sens ne prête plus guère attention aux foutaises et autres fallacieuses promesses inhérentes à cet exercice démagogique, il est toutefois intéressant de comprendre toute la portée des récents abandons et désistements, ceux-ci révélant non seulement les réelles motivations de certains "petits" présidentiables mais également la véritable forme oligarchique de notre système.



Boutin, Morin et Chevènement ont donc rendu tour à tour leur tablier, abandonnant la course avant même qu'elle n'ait réellement commencé. On peut d'ors et déjà remarquer que la fabuleuse propension au ralliement des "petits" candidats et ce, pour quelques miettes politiques, montre déjà que les valeurs qu'ils prétendent défendre laissent facilement leur place à l'arrivisme et à l'égoïsme les plus avilissants. La politique s'efface face à l'ambition, le Bien Commun cède sa place aux espérances individualistes... L'arrivisme à en faire pâlir de jalousie un Georges Duroy !

Ont ils cru un seul instant pouvoir réellement briguer la place présidentielle ? Bien sûr que non. Voguant sur les sympathies d'une petite partie de la population, ils s'en servent comme tremplin politique pour une place dans le nouveau staff de

l'heureux élu... laissant cette même partie populaire avaler la couleuvre et voter à contre coeur pour un candidat qu'ils ne soutiennent pas.

Et si la probité était encore une réalité en politique, l'inéluctable broyeuse de bonnes volontés réduirait absolument tout espoir à néant : la réforme de 1976, instaurant les 500 parrainages publics et paradigme de l'oligarchie républicaine aujourd'hui en place, bloque complètement le système électoral français, le reléguant à l'état de jouet aux mains des grands partis. Et il y a fort à parier que de Patrick de Villenoisy à Dédé l'abeillaud, la quasi totalité de ces présidentiables ploiera sous le joug de l'oligarchie impérieuse, se brisant inéluctablement sur les récifs de la bien pensance comme l'écume bretonne sur la côte de Granit rose.

En clair, il ne reste aujourd'hui quasiment plus de "petits" candidats, ces illustres inconnus qui pouvaient profiter des élections pour faire entendre d'autres voix que les partis oligarques : achetés pour un bol de lentilles ou broyés par le système républicain, ces voix retournent donc au silence, préservant la sacro-sainte dualité républicaine droite/gauche, facettes d'une même pièce dangereuse... Ubuesque ballet quinquennal d'une même oligarchie, cette course à la présidence nous rappelle ce pour quoi nous luttons : un Roi au-dessus des partis et des ego, tourné vers le Bien Commun et l'épanouissement de tous. Rappelons nous cette phrase d'Henri IV, quand les auges présidentielles déverseront leur purin démagogique et populiste : "Je n'embrasse point les querelles de personnes"...